

## Les salariés de Caritas ne doivent pas devenir les victimes du scandale financier qui secoue l'organisation

Après l'annonce du Premier ministre Luc Frieden, le 24 juillet 2024, dans le cadre de l'affaire de détournement de fonds chez Caritas, une question importante reste toutefois en suspens : qu'advient-il de quelque 500 salariés qu'emploient les associations concernées ?

La direction de Caritas et le gouvernement ont tous deux souligné l'importance du travail de Caritas dans le soutien apporté aux personnes vulnérables au Luxembourg, mais il ne faudrait pas oublier qui réalise ce travail social essentiel, à savoir les centaines de salariés de ces associations.

L'OGBL, seul syndicat représenté parmi le personnel, exige le maintien intégral de tous les emplois existants.

Selon les déclarations faites par la direction elle-même, les réserves dont dispose Caritas permettront uniquement de couvrir les frais courants des deux prochains mois. Les salaires sont en principe pris en charge par l'État dans le cadre de conventions passées avec Caritas. Le Premier ministre a toutefois annoncé que l'État ne verserait « pas un euro de plus ». Toujours selon le gouvernement, à ce stade, on ne sait pas encore ce qu'il adviendra des emplois à l'issue des deux prochains mois.

Si l'OGBL comprend parfaitement que la justice doive désormais faire son travail et les coupables être tenus pour responsables, il insiste néanmoins pour que les salariés ne demeurent pas plus longtemps dans l'incertitude. La sécurisation de leur avenir ainsi que la prise en charge des bénéficiaires dont ils s'occupent doivent rester une priorité absolue. L'OGBL n'acceptera aucune suppression d'emploi.

Dans ce contexte, l'OGBL a d'ores et déjà entrepris les démarches suivantes :

- Une demande d'entrevue urgente a été adressée au Premier ministre Luc Frieden.
- Une demande d'entrevue urgente a été adressée aux conseils d'administration des associations concernées.
- Tous les salariés ont été invités à une réunion d'information ce vendredi 26 juillet dans les locaux de l'OGBL à Esch-sur-Alzette.

Les salariés ne doivent en aucun cas devenir les victimes du scandale financier chez Caritas !

**Communiqué par le syndicat Santé, Services sociaux et éducatifs de l'OGBL,  
le 25 juillet 2024**